

## AKTUELL

TRIPARTITE

# Armes fourbies

David Wagner

**Une bataille improvisée est perdue d'avance. A quelques semaines de la tripartite, l'OGBL fixe ses conditions et veut mobiliser dans les entreprises.**

« L'OGBL peaufine sa position par rapport à la prochaine Tripartite ». Le titre que le comité exécutif du premier syndicat a choisi pour une longue prise de position publique est assez original. En règle générale, ce sont plutôt les journalistes qui ont tendance à gratifier leurs articles de ce genre de formules. L'intitulé est évocateur : l'OGBL semble déterminé à bien signifier qu'il se prépare dûment aux négociations, que les grandes lignes stratégiques sont solidement posées et qu'il connaît ses marges de manœuvre tout comme ses limites. Ce n'est pas étonnant : la dernière tripartite, en 2006, lui est resté en travers de la gorge, notamment lorsque le gouvernement - et donc les camarades socialistes - n'a pas hésité à le « rouler » au sujet de la modulation de l'indexation des salaires.

Depuis, le ton, aussi bien du côté syndical que patronal, est monté d'un cran. Déjà, le 16 mai 2009, les syndicats étaient parvenus à une forte mobilisation, en termes numériques : environ 20.000 personnes avaient alors défilé dans les rues de la capitale sous le mot d'ordre « Nous ne payerons pas pour leur crise », afin de faire face « à l'arrogance et à l'attitude provocatrice du patronat ». Or, là où la mobilisation avait excellé en termes de participation, elle pêchait par manque de clarté : le prix à payer pour une large coalition syndicale dans un pays peu rompu au militantisme. Les cinq mots d'ordre étaient plus que consensuels : « Pour nos emplois », « pour notre pouvoir d'achat », « pour notre sécurité sociale », « ne touchez pas à l'index, à nos salaires et à nos pensions » et « ensemble contre tout démantèlement social ». Il ne manquait plus qu'un appel contre la guerre, la famine et les maladies que le tableau eût été parfait. Par contre, dans ses propositions de réforme pour la politique de l'emploi, l'OGBL va assez loin, reprenant même des propositions avancées par la gauche de la gauche, comme l'empêchement de licenciements dans des entreprises profitables ou bien la réduction du temps de travail.

En tout cas, les cinq mots d'ordre vont constituer la base des revendications de ce que l'OGBL appelle sa « campagne de sensibilisation dans les entreprises » auquel le Comité exécutif a « enfin » donné son aval.

Malheureusement, l'OGBL ne révèle pas plus de détails concernant cette campagne. Mais celle-ci indique toutefois une nouvelle approche de la conflictualité sociale luxembourgeoise. Il faut dire que l'OGBL a non seulement pris conscience des effets néfastes de plusieurs décennies d'harmonie sociale institutionnalisée : à la longue, les réflexes de mobilisation sociale se sont endormis. Si d'un côté, la centrale n'a pas toujours été le moteur de certaines dynamiques sociales, comme lors du conflit de Villeroy et Boch, elle peine aussi, dans d'autres secteurs comme le commerce, à motiver sa base.

Parallèlement, l'OGBL s'est fixé des « lignes rouges à ne pas franchir » : la sécurité sociale, les réductions de salaires et l'indexation des salaires et des retraites. Et comme le ministre de la fonction publique, François Biltgen (CSV), vient de laisser entendre dans une réponse à une question parlementaire du député libéral Fernand Etgen, qu'il n'allait probablement pas toucher aux traitements de départ dans la fonction publique, comme il l'avait annoncé pendant la campagne électorale, les chances que les attaques se concentrent ailleurs que sur le secteur public sont grandes.

Le CSV a probablement réalisé un petit coup de maître dont il a le secret : non seulement a-t-il réussi, avant les élections, à s'attirer une partie de l'électorat anti-fonctionnaires que l'ADR venait de s'aliéner, mais il se permet de revenir sur sa promesse - qui de toute façon n'est même pas si intéressante en termes d'épargne - calmant du coup un peu plus la puissante CGFP quelques semaines avant la tripartite.

En tout cas, l'OGBL a toutes les raisons du monde de refuser que la sécurité sociale soit au menu des négociations tripartites. Le ministre de la santé Mars Di Bartolomeo (LSAP), s'il affirme ne pas vouloir toucher aux 40 années de cotisations, n'exclut pas pour autant de discuter des périodes d'assurance assimilées (par exemple, les années d'études et de formation professionnelle entre 18 et 27 ans). Car les chances sont grandes qu'elles se retrouvent comme plat de résistance sur la table du patronat.

## SHORT NEWS

## Futuristische Modernisierung des Südens

Mit rund 22.000 Einwohnern ist Differdingen neben Esch-Belval die zweitgrößte Gemeinde des Südens. Der heute von Arcelor als Elektrostahlwerk betriebene Hochofen, bröckelnde Häuserfassaden und die größte portugiesische Community sind Charakteristika der Industriestadt. Nun hat der unter Bürgermeister Claude Meisch seit 2005 wirkende Architekt Manuel Lopes Costa seine Bauprojekte für die Stadt vorgestellt: Hochmoderne Wohnanlagen rund um das ehemalige Stahlwerk, ein neues Einkaufszentrum in Gestalt eines transparenten Kastens, viele Grünanlagen, ein mehrstöckiges Parkhaus am Ortseingang, Ausbau der Fußgängerzone nach Vorbild südfranzösischer Innenstädte. « Redynamisierung » lautet die Devise. Differdingen soll wieder attraktiv als Wohnort für Kleinfamilien wie als Wirtschaftsstandort werden. Denn der Rahmen für ein positives Geschäftsklima stimme, heißt es in einer Werbebroschüre des Gemeindesyndikats Prosud. Schon jetzt könne sich die Stadt kaum vor Bauanfragen bedeutender Firmen retten. Zudem soll der Ausbau des öffentlichen Verkehrsnetzes die Attraktivität erhöhen und für eine stetig wachsende Urbanisierung sorgen. Meisch schwebt ein demographisches Wachstum um 15 Prozent in den nächsten zehn Jahren vor. Bleibt die Frage nach der alten Bausubstanz. Wenn hypermoderne Baukästen fortan das Stadtbild dominieren, verliert Differdingen seinen Industriestadtcharme. Werden moderne Gebäude neben alten Wohnhäusern hochgezogen oder wird rund um das Stahlwerk gebaut wie auf der grünen Wiese? So oder so wird sich das Stadtbild verändern. Gentrifizierung nun auch in Luxemburgs Städten?

## L'éternel (est de) retour

A chaque fois que l'église catholique commet une de ses gaffes monumentales dont elle a le secret, les anticléricaux luxembourgeois croient le grand soir arrivé. Ainsi - au vu des derniers scandales concernant les affaires de pédophilie en Allemagne et en Irlande - le « Bündnis für die Trennung zwischen Kirche und Staat » (BTKS) vient de pondre une missive dans laquelle il demande l'ouverture d'un débat parlementaire au sujet de la séparation de l'église et de l'Etat. Certes, l'immixtion de l'église dans le débat public est toujours révélateur des vues médiévales de cette institution - comme on a pu le constater avec l'intervention de l'archevêque au sujet de la loi sur l'avortement. Mais l'on en vient tout de même à se demander si un changement de stratégie ne s'imposerait pas. Ne serait-ce que pour raviver le débat, qui semble se composer de positions sempiternellement identiques. Mais que peuvent-ils faire? S'intéresser de plus près aux scandales pédophiles dans les institutions catholiques luxembourgeoises? Cela reviendrait à préférer les faits divers au débat idéologique, même si cette stratégie serait plus payante que l'espoir - très probablement vain - de voir le parlement s'engager sérieusement dans leur direction.

## ADRPD

Rien ne va plus au DP depuis les dernières élections. Talonnés par les Verts, les libéraux ont présenté ce lundi une campagne aux relents plus que douteux. Ce qui doit certainement faire maronner les caciques de l'ADR, qui auraient tout aussi bien pu en avoir l'idée. Sous le mot d'ordre « Dat kanns du dir spueren, Lëtzebuerg ! », les libéraux appellent les citoyen-ne-s à faire leurs propositions pour faire des économies. Sur le site mis en ligne pour l'occasion et intitulé « tripartite.lu », l'on y retrouve un salmigondis de propositions qui n'atteignent parfois même pas le niveau d'un zinc de bistrot, comme le service de travail obligatoire pour les chômeur-se-s ou la réduction du nombre de députés. Une des plus intéressantes concerne l'abolition de l'aide à la presse. Gageons qu'elle trouvera l'écho qu'elle mérite dans les colonnes du « Journal ». Mais le woxx tient aussi à contribuer à cette pitoyable entreprise : pourquoi ne pas fusionner le DP et l'ADR ? Après tout, ils coûtent cher et ne servent pas à grand chose.